

DREAL Occitanie
Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency - CS 69007
34064 Montpellier

Montpellier, le 25 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



Carrières & Matériaux du Sud-Est

RN 112
lieu-dit Bégot
34220 ST PONS DE THOMIERES

Références : UD34/H3/MJ/2022/084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement Carrières & Matériaux du Sud-Est implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 ST PONS DE THOMIERES. L'inspection a été annoncée le 08/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières & Matériaux du Sud-Est
- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 ST PONS DE THOMIERES
- Code AIOT dans GUN : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitation de la carrière C.M.S.E est autorisée jusqu'à décembre 2043.
Cette carrière a la particularité d'avoir 2 gisements de produits distincts : calcaire et quartzite.
La production annuelle maximale est de 1,2 million de tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets
- Plan de surveillance des retombées de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite à donner à l'expectation
Protection des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.8	Eléments justificatifs de levée de l'écart à remettre sous 30 jours
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	
Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent essentiellement sur l'absence de documents exigés en application de la réglementation en vigueur.

Il n'y a pas eu de constats portant sur les conditions d'exploitation de la carrière au vu des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant met en place un protocole de suivi de la qualité des eaux de la source de Begot; ce protocole doit permettre d'évaluer au plus vite si l'exploitation de la carrière devait en compromettre l'utilisation. Le protocole de suivi et les données s'y rapportant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pu présenter de protocole de suivi de la source de Begot. Un rapport d'analyse des eaux de cette source a été présenté, datant de 2021 et dont le prélèvement a été effectué par le personnel de la carrière.
Observations : Sans
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le Plan de Gestion des déchets présenté à l'inspecteur des installations classées est notablement incomplet. Il n'aborde que les zones de stockage des déchets générés par l'activité d'extraction. Ce document est encore au nom de l'ancien exploitant (société Carayon).
Observations : Sans
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : L'exploitation de la carrière de Saint Pons est sujette à réalisation d'un plan de surveillance des retombées de poussières. L'exploitant n'a pu présenter ce plan de surveillance, le rapport établi au titre de l'année 2021 par Atmo Occitanie étant le document le plus récent à disposition de l'inspecteur des installation classées, mais qui ne comporte pas les éléments exigés pour le plan de surveillance.
Observations : Sans
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet